

LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°130 - Janvier 2009ko Urtarrila

MENSUEL : 2 €



**D. Boscq,
responsable souletin
p. 8-9**

**Plan Ibarretxe
contre la crise
p. 13-14-15**

**La LGV est-elle
indispensable ?
p. 17**

**Jean Tellechea
p. 20**

Quelle pollution ?

www.eaj-pnb.eu



La CAF de Bayonne menacée

La CAF de Bayonne est soumise à une pression qui menace son existence. Rencontre avec deux syndicalistes qui agissent de concert pour éviter son transfert demain à Pau et après demain à Bordeaux.

La Caisse des Allocations Familiales de Bayonne est très sérieusement menacée de fermeture, suite à une décision prise par la direction centrale parisienne en juillet 2007. Le schéma est simple : un département, une caisse pour la fin de l'année 2011. La justification n'est pas économique mais politique. Le département est chargé des politiques sociales qui concernent les CAF, notamment, la gestion du RMI. Ces collectivités locales ne devraient avoir qu'un interlocuteur pour appliquer leur politique de façon plus efficace.

Le Conseil Général n'est pas demandeur

Quelle caisse disparaîtrait dans les Pyrénées Atlantiques ? La décision n'a pas été prise. Mais la logique indique que celle établie à Pau au siège du Conseil Général et de la préfecture sera privilégiée. Selon M^{me} Dassé, déléguée CFDT, au comité d'entreprise de la CAF, « nous sentons plus de motivations qu'en 1995, lorsque la fusion des deux



caisses avait déjà été proposée. À l'époque, le texte était plus fou et laissait des portes de sortie à des solutions dérogatoires. Aujourd'hui, cela est plus difficile ». Pourtant, la théorie ne correspond pas forcément à la réalité. M. Taberna délégué CGT et M^{me} Dassé établissent le même constat « personne localement n'était demandeur de cette réforme, y compris le premier intéressé, le Conseil Général. Depuis 1995, nous avons un fonctionnement qui convenait à tout le monde. Les responsables des Conseils d'Administration des deux Caisses se rencontraient et convenaient de positions communes à adopter avec le Conseil Général. Ce système fonctionnait très bien. Nous avons montré que deux caisses pouvaient avoir une même réponse ».

Refus de Bayonne et de Pau

Résultat : la réforme proposée par l'Administration centrale a été rejetée à l'unanimité par les deux Conseils d'Administration des CAF de Pau et de Bayonne. Fait unique en France. Il s'agit du principal foyer de contestation de l'Hexagone. Les deux syndicalistes précisent la spécificité de ce département. « Les deux CAF de Pau et de Bayonne travaillent sur deux pôles économiques très différents. Elles ont un poids équivalent et des actions spécifiques. Dans les départements où subsistent deux ou plusieurs caisses, celle de la ville capitale est dominante. En général, elle est favorable à cette réforme qui la renforcera. Ce n'est pas le cas dans les Pyrénées Atlantiques. Cette réforme est inadaptée à notre réalité ».

Des craintes sur la qualité

Plutôt l'uniformité d'une décision prise de haut en bas, à une réponse adaptée aux besoins du terrain de bas en haut ou l'exemple de la CAF qui illustre le mal français. Les craintes sont essentiellement professionnelles. Selon des enquêtes menées sur le plan national, la caisse de Bayonne est une des structures les plus appréciées avec un taux de satisfaction de plus de 98 %. M. Taberna précise : « cette enquête montre que les caisses les plus proches du terrain sont celles qui obtiennent les meilleurs résultats ». Pourquoi risquer un éloignement vers Pau et bousculer une connaissance du terrain, des coopérations pérennes avec les acteurs locaux comme les maires ? M^{me} Dassé rappelle la politique menée depuis plus d'une décennie par la CAF de Bayonne. « certes, partout en France, nous sommes soumis aux mêmes règles. Les droits sociaux sont les mêmes, mais nous disposons d'une autonomie de gestion. Nous menons depuis des années, une politique de partenariat. Nous allons au-devant des collectivités locales pour informer. Nous établissons des contrats enfance jeunesse avec les mairies. Nous discutons avec des responsables politiques que nous connaissons. Nous savons pour chaque cas, ce qu'il est possible de faire ». Cette relation de proximité, ce maillage local se retrouve dans le contact avec les publics concernés. « Bayonne a choisi de mettre à la disposition des familles l'informa-

tion sur leur droit grâce à une communication porteuse, par l'intermédiaire des ASSEDIC, de la mission locale. La bonne connaissance des allocataires permet de cerner la totalité de leurs droits. Toutes nos permanences, à St-Palais, St-Jean-de-Luz, Biarritz ou St-Jean-Pied-de-Port sont indispensables ». Certaines demandes



spécifiques comme les crèches bilingues ont été satisfaites. Avec l'éloignement géographique et celui du fonctionnement local, cette compréhension du terrain sera altérée.

Vers une régionalisation ?

Cette départementalisation s'inscrit dans un mouvement plus général de mutualisation des services au niveau régional. « Être transféré demain à Pau, c'est être à Bordeaux après demain ». Cette tendance a déjà commencé. Des services non concernés directement par le contact au public comme celui de l'informatique sont en phase d'être pilotés sur le plan régional. La régionalisation irait de pair avec une meilleure rationalisation. Mais le Conseil d'Administration n'est pas résigné. « Nous savons que nos dirigeants ont une faible marge de manoeuvre, mais nous n'avons rien à perdre. Seule la carte de l'exception et une mobilisation locale évitera la fermeture de la caisse de Bayonne ». D'ores et déjà 100 maires les soutiennent officiellement dont M. Grenet, maire de Bayonne ou M. Duhart, maire de St-Jean-de-Luz. La plupart d'entre eux ont répondu spontanément au courrier qui leur était adressé. La preuve d'une véritable motivation locale, en particulier, en Pays basque intérieur. La création d'une collectivité territoriale du Pays basque serait le rempart le plus efficace pour éviter une délocalisation liée à une volonté de régionalisation.



Censure

Ce dernier mois de l'année 2008 aura été endeuillé par l'assassinat d'un innocent, Iñazio Uribe abattu froidement dans les rues d'Azpeitia en Gipuzkoa. La presse a rappelé qu'il était proche d'EAJ-PNB. En effet, il était proche du PNB, pour la simple raison que c'était un être humain qui avait droit à la vie et au respect. Qu'il ait été basque ou même abertzale n'entre pas en ligne de compte. ETA n'avait pas à le tuer, tout simplement parce que c'était un homme.

Ce meurtre a provoqué une réaction de défiance qui a culminé par le dépôt d'une motion de censure contre le maire d'Azpeitia qui a refusé de condamner cet attentat. Les partis de gauche, Aralar et EA ont aussi pris leurs distances avec les élus d'ANV ou EHAK qui portent les idées de Batasuna.

Mais en attendant dans le camp espagnoliste, on n'est pas en reste. Les socialistes au pouvoir à Madrid réfléchissent à l'opportunité d'interdire les listes de la gauche abertzale en fonction de leurs intérêts électoraux, le 7 mars prochain. Ils choisiront la stratégie qui nuira le plus au PNB au pouvoir au Gouvernement basque. Drôle de conception de la démocratie où on fait les lois, non pas selon des principes mais selon les avantages à court terme que l'on peut en tirer. Une des explications de l'échec régulier des socialistes à gagner les élections autonomiques. Des listes du PSOE censurées par le peuple à chaque élection.

En face la droite espagnole atteint la limite de l'acceptable. Le dernier exemple en date est la révélation irresponsable en plein Parlement basque par un député du PP de l'adresse exacte des forces de sécurité basques à Bruxelles. Pourquoi une telle bavure inacceptable de la part d'un élu qui aspire à gouverner ? Tout simplement mu par la haine des Basques et prétendant maladroitement montrer du doigt un loyer mensuel de 1800 euros d'une résidence dans la banlieue de Bruxelles, il a mis en danger la vie des policiers qui protègent la vie de ses propres amis. Le Gouvernement basque a dû évacuer en urgence ces ertzainak qui devenaient cible potentielle.

Quant au Nord, les tentatives timides de reprise du dialogue entre abertzale ont échoué, suite à ce que Batasuna a appelé de la « politique politicienne », en clair le meurtre d'un innocent. Batasuna s'est isolé des trois autres partis abertzale par son refus de voir l'impact de la réalité du Sud sur nos trois provinces septentrionales. Le dialogue est devenu sans effet tant qu'une évolution significative ne se fera pas jour. 2008 finit sur un échec de la parole et une censure des exactions. Souhaitons que l'an prochain soit plus positif. Eguberri on eta Urte berri on.

6 000 MILIARDUN ETA 40 MILIOI GOSETI GEHIAGO MUNDUAN !



TITRE :
6000 MILLIARDAIRES ET 40 MILLIONS D'AFFAMÉS
DE PLUS DANS LE MONDE !

Tu n'as pas été sympa, tu n'as pas bien travaillé !
Mais je te donne un cadeau pour que tu t'améliores l'année prochaine !



Notre histoire dans le mag

L'histoire du peuple basque, c'est le thème du dernier numéro de Pays basque magazine qui vient de sortir dans les kiosques. Bien qu'à Lema, il ne soit pas dans nos habitudes de faire de la pub, il nous est apparu qu'un petit clin d'œil au 53^e numéro de pays basque magazine serait le bienvenu. D'abord, parce que les photos sont toujours aussi belles et mettent en valeur notre pays (ah ! la photo de Une). Et puis, le thème traité ne peut que nous concerner. Même s'il est évident que la cinquantaine de pages consacrées à l'histoire du peuple basque ne permettra pas de faire le tour de la question, c'est une bonne introduction au sujet qui donnera certainement l'envie d'aller plus loin.

Un nouveau venu

Dans le panorama de la presse en Pays basque, un nouveau venu vient de voir le jour : paysbasqueinfo.com. Sa spécificité ? On ne le retrouve pas dans les kiosques mais uniquement sur la toile. Pays basque info est une association de type loi 1901 et son site se définit comme une « hebdomadaire d'informations générales » qui est mis à jour chaque lundi. À l'origine, on trouve une équipe réunie autour de deux anciens journalistes du Journal du Pays basque, Iban Etxezaharreta (président) et Rémi Rivière (directeur de publication). Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un travail d'amateurs. Quant au contenu, vous pouvez vous faire une idée en allant tout simplement sur le site paysbasqueinfo.com

LAB en hausse

Les élections prud'homales qui viennent de se dérouler chez les salariés confirment la montée en puissance du syndicat abertzale LAB en Pays basque. Avec 13.5 % des suffrages exprimés, LAB se retrouve en quatrième position en terme de voix : derrière la CGT (qui ravit la première place à la CFDT), la CFDT et FO. A noter : le syndicat abertzale fait une percée remarquable en Soule avec 14.7 % des voix et une troisième place. Un effet semble-t-il de la campagne active menée pour le rattachement des cantons souletins au tribunal des prud'hommes de Bayonne (depuis la fermeture du tribunal d'Oloron, ils dépendent de Pau).

La CFDT par contre, réalise la mauvaise opération de ces élections, tout comme FO d'ailleurs. Si la CFDT paye en partie pour son image « trop conciliante », elle doit aussi cette chute au transfert d'une partie de ses voix habituelles vers LAB.

En terme de sièges, la CGT et la CFDT font jeu égal (9 sièges chacune), suivies de LAB (4), de FO (2) et la CGC (1).

Reste maintenant à élire un candidat pour la présidence. La CFDT, jusqu'à maintenant majoritaire, obtenait le poste. Mais vu les résultats des dernières élections, c'est LAB qui arbitrera entre CFDT et CGT.

Plus de pub, moins d'infos

Comment dit-on scier la branche sur laquelle on est assis, en jargon télévisuel ? Il faut certainement le demander à la direction de France 3 qui va se priver d'un public fidèle en supprimant la tranche horaire de 19h55 du journal Euskal herri - Pays basque. Ne restera donc que la diffusion de 18h50 qui est avancée à 18h40, certainement pour caler les émissions régionales de France 3 par rapport à ses « nationales » diffusées dans toute la France.

Un point positif, la durée du journal télévisé passera de 7 à 10 minutes, ce qui laisse entendre que la chaîne locale sera davantage présente sur le terrain (en Pays basque intérieur aussi ?).

Pour revenir à la suppression de la rediffusion de 19h55, l'explication est toute simple : la publicité remplacera le journal. Car la nouvelle loi qui supprime la pub dans les télé publiques ne s'applique s'en soirée après... 20h. Alors, autant rentrer un maximum de pubs avant l'heure H.

Mais ce que France 3 gagne d'un côté, elle pourrait le perdre de l'autre, avec une baisse du nombre de téléspectateurs. Il est loin d'être certain que tout le monde puisse s'installer devant son poste à 18h40 pour la seule diffusion du journal Euskal herri - pays basque !

Mais qu'on se rassure, en bonne télé française, France 3 a appliqué uniformément la même mesure à toutes ses antennes locales...

Du neuf à la fédé de pelote

Jean François Pascassio-Comte vient d'être élu à la tête de la fédération française de pelote basque (FFPB). Ce luzien remplace un autre

basque, Roland Dufourg, le président sortant, qui a été battu de peu par son challenger (81 voix de différences sur 1299 votants).

Mais quel qu'ait été le résultat, une chose reste certaine : un travail ardu devra être fait pour redonner du lustre à la pelote, que ce soit en Pays basque ou même dans les autres pays où elle a des adeptes. Les problèmes sont connus : la pelote est de plus en plus concurrencée par des sports collectifs très médiatiques comme le rugby. Un jeune commence à la pelote puis plus tard, rejoint ses copains au rugby.

Il sera aussi question d'harmoniser le calendrier des compétitions ou encore de mettre en place les championnats du monde qui auront lieu à Pau en 2010. La capitale béarnaise et son j'ai alai reste d'ailleurs le seul endroit où l'on peut parier sur des parties de pelote. À quand en Pays basque ?

Rendez-vous le 29 janvier

C'est le 29 janvier que Mixel Berhocoirgoin, le président d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, est convoqué à comparaître au tribunal de Bayonne suite à une. Son délit ? Etre président d'une structure dont le nom basque veut dire « chambre d'agriculture du pays basque ». Pour cela, il risque 1 an de prison et 15 000 euros d'amende.

La chambre officielle est à Pau et est contrôlée par des agriculteurs de la FDSEA, syndicat dont ELB est le concurrent. Alors, ne faut-il voir derrière tout cela qu'une guéguerre syndicale d'autant que la chambre d'agriculture de Pau s'est portée partie civile contre Laborantza ganbara ? Pas seulement. Pour EHLG, c'est le principe même du droit d'association qui est bafoué et son choix de soutenir une autre agriculture paysanne, loin du modèle du tout - productivisme, serait aussi remis en cause.

En cas de condamnation, la structure pourrait devoir fermer ses portes et licencier ses 10 salariés.

Or, malgré les pressions diverses, les soutiens affluent : le Conseil régional d'Aquitaine vient de décider officiellement d'appuyer des actions d'EHLG alors qu'une campagne de soutien auprès des particuliers vient d'être lancée. Une pétition circule, et déjà, la liste grossit (elle peut encore s'agrandir en signant via le site www.Ehlgdoitvivre.org).

Kultura Lehen

Azaroko hilabete hau biziki aberatsa izan da kultur gertakarietan : lerroz lerro ezarriko ditugu : Iparraldeko Bertsu Txapelketa, Alderdiak Euskaldunan Think Gaur-en karietan kulturaz ereman duen gogoetaldia, Karmelo Etxenagusia bizkaitar idazle eta ohorezko euskaltzainaren jioatea, Mikel Laboaren heriotza, kultur sailak egin duen inkestaren emaitzak eta abar.

Bertsu Txapelketa

Lehen aldikotz egin da Txapelketa hori Iparraldean. Bertsulari tradizioaletan agertu da Mixel Xalbador, beste guztiak gazteak, bertsu eskoletarik pasatuak. Plazer emaiten du ikustea bertsu eskola hoiek zer emaitza onak ekarri dituzten. Kanporaketak Donibane Garazin, Urñababean eta Luhuson egin ondoan, zortzi bertsulari hautatuak



Amets Arzallus, Xapelduna

izan dira finalerako.

Hau Donibane Lohitzuneko Jai-Alai-an egin da, Ipar eta Hegoaldetik jiniak ziren jende anitzen aintzinean. Justu egun horietan zendu baitzen Alkhat bertsulari ezaguna, Mixel Xalbador aspaldiko lagunak, taula gainera iraganik egin dio azken agurra. Egin dio bertsu bat biziki fina eta sarkorra, bihotzaren zolatik ateratzen diren hoietarik.

Saio bera oso luzea izan da (lau ordu pasa). Baina denek erran dute *“begiak xurituak eta belarriak erne”* egon direla hain zen interesantea. Zortzi bertsulari gazte eta suhar ziren taula gainean : 2 neska eta 6 mutiko.

Bost lehenak sailkatuak dira heldu den urtean parte hartzeko E.H. osoko Bertsulari Txapelketan. Zorionak deneri baita Joana Itçaina gai emailari. Plazer handirekin ikusi dugu bertsularitza berri loratzen Iparraldean, bai bertsularien aldetik, bai entzuleen aldetik. Aspaldiko kultura zahar hori berpiztu dute gazteek eta bertsu eskoleek.

Etxe bat Euskal Kulturarentzat (Think Gaur 2020)

Think Gaur Euskadi 2020 azaroaren 20an egin da Bilboko Euskaldunan. Kultur munduko ehun bat jenderen aurrean hitz egin dute elgarrekin

J.J. Ibarretxe Lehendakariak eta I. Urkullu Alderdiaren buruak. Ikusiz euskaldun izatearen berezitasuna, bi lider-ek aipatu dute ze desafio daukan kultura berezi horrek *“mundu globalizatu baten aurrean”*. Biak ados ziren erraiteko kultur sorkuntza berrikuntzaren eskuetan jarri behar zela eta denbora berean babestu kultura horren errealitatea eta ondarea.

Urkulluk : *“Euskal kulturaren desafioa da mundu osora irekitzea eta biderkatzea hartu emanak egiteko sareak”*. Ibarretxek : *“Digital aroa gaitzeko parada da herri ttipietako kulturarentzat”*. Urkulluk : *“Euskara gure hizkuntza da eta guri dagokigu euskara sozialki onartua izatea gure ingurumenean”*.

Ibarretxek : *“Euskal kulturak munduan toki bat izateko behar dira lehenik berrikuntza baita sorkuntza prozesuetan ere, bigarrenik mezu digitalen aldeko hautu azkar bat egin, hirugarrenik gure kultura nazioartera ereman eta kultur hedapen bat gazteetarik hurbilago egin”*.

Kultura gizartearen zentroan

Biek, Urkulluk eta Ibarretxek, bat egin zuten erraiteko kultura “zentral”a zela, gizarte bat eraikitzeko eta bereziki, euskal gizarte. Horretarako balioak dira gure garapen kulturalaren oinarria. Globalizazioaren eta aldaketaren aurrean EAJ-PNBek sinesten du tokiko indarretan *“Small is beautiful and powerful”* erran zuen Ibarretxek. Hortako behar du sare batean sartu, munduarekin har emanak egiteko. Urkulluk zioen bai kultur gileak bai kultur ekintzak *“atomizatuak”* direla gaur eta eremu armankomunak eraikitzeko gomendatu zuen aktoreeri. Erran zuen ere *“azpiegiturak eta elkarretaratzeko eremu berriak muntatuko zituela sorkuntza armankomuna egiteko eta kultura gozatzeko”*.

Ondarearen konserbatzea eta garatzea ere aipatu zituen Lehendakariak : Gasteizeko katedrala, Donostiko Tabakalera eta orain etorriko diren Museo eta Biblioteka Nazionalak.

Segur tresnak, egiturak eta ekintzak behar dira baina kulturaren benetako motorra da jendearen dohain eta somen ahalak.

Eta hola bukatu zen billera interesante hori, ainitz kultura jendeen parte hartzearekin: Andres Urrutia, Erramun Osa, Ana de Castro, Torrealldai, J.M. Sors (Elkar), Junkera, Salabaren ta abar.

Karmelo Etxenagusia

Bilboko apezpiku orde egona da luzaz, oso gizon ona eta maitatua, maite zuen mintzatzea eta euskara errex batean idaztea. Holakoa zen Karmelo Etxenagusia, azaro hasieran zendu dena erranez *“zuek beti aurrera egin, jakinez geroz gure bideetan Jainkoa gurekin dagoela”*.

“Euskerea nire bizitzan” (2003) bere azken liburuan kontatzen du prosa paregabean idatzirik, autografia labur bat. Iparraldeko irakurle batentzat euskara errex dabil eta estimatzekoa bizkaieratik hola hurbiltzeko parada. 1965n euskaltzain laguntzaile izendatu zuten eta ohorezko 1998an. Euskara ikasteko bibliografia gutti zen denboran (60ko hamarkadan) literaturaren bidea hautatu zuen hizkuntza era atseginaoz ikas zedin. Hortarako prestatu zituen bi lorategi : bizkaierakoa lehenik (1965) eta gipuzkerakoa (1967) ondotik. Hori guzia Derioko Seminarioan euskara irakasten aintzindari zen urteetan (60ko hamarkadan). 1970 Derioko Udako Euskal Ikastaroa sortu zuen eta hor ere irakasle izan zen 20 urtez. Beraz bi aldi horietan bizkaitar euskaltzale anitz ikusi eta ezagutu zuen. Orduan ere beste bi antologia muntatu zituen Euskal idazleak bizkaieraz (1980) eta Iparraldeko Euskal idazleak (1988). Horiek denak baliatu zituen euskararen irakasbidean, beti ere *“dakigunetik ez dakigunera”* lemapean. Euskal liturgian ere lan asko egin zuen eta Elizbarrutiko idazki askotan. Hizlari bikaina ere izan zen hizkera, leun, gozo eta aberatsaren jabe. Hor ere ikusten da Eliz gizon batzuek zenbat ekarri duten euskal populuaren hizkuntzari eta kulturari. A. Arejito, bizkaitar euskaltzain osoak emaiten duen aholkuarekin bukatuko dugu : *“Irakur Euskera nire bizitzan, liburuaren lehen kapitulua, euskarazko hitz lauzko antologieta finkatzeko modukoa”*.



Mikel Laboa, kanta zahar eta berriaren maisua



L'Europe enracinée ?

L'Europe va-t-elle manger les terroirs ? voilà le titre un peu provocateur choisi par les Jeunes Européens pour aborder le thème du rapport entre l'Europe et le respect de la diversité des territoires, lors d'une conférence organisée à l'université de Bayonne. Voici quelques idées issues de cette conférence.

L'Europe se construit par l'union des peuples. Cela est un principe de base clairement énoncé dans les textes fondateurs de l'Union européenne. Même si cette union est souvent confondue avec celle des États, elle est basée sur le respect de la différence, contrairement aux États nations du XIX^e siècle. Sa devise est explicite : l'union dans la diversité. L'Europe



Le Parlement ultra-moderne d'Écosse

porte un regard attentif sur la diversité culturelle. Elle mène des politiques incitatives dans ce sens. Elle soutient des projets concernant les langues minorisées d'Europe. Une de ses grandes politiques est axée sur le développement régional pour renforcer les zones les plus faibles. Les fonds Feder, (fonds de développement régional) ont permis à des régions de se renforcer. Ce souci d'être au service des territoires est une spécificité européenne. Il ne faut pas avoir peur de l'Europe. Elle est un allié et non un géant prêt à manger les petits pays.

Des valeurs humanistes

L'Europe a été fondée sur des valeurs humanistes, le respect de la personne, sa dignité, la tolérance, l'ouverture à l'autre qui crée un état d'esprit favorable à la diversité. Respecter l'autre, c'est le reconnaître dans sa spécificité et donc la diversité humaine. Elle reconnaît également des éléments de la pensée fédéraliste avec le principe de subsidiarité. Chaque niveau exerce le pouvoir pour lequel il est le plus efficace.

Une Europe des États

Néanmoins, l'Europe ne peut pas tout. Elle n'intervient pas dans l'organisation interne des États. L'Espagne des autonomies est une décision exclusive des Espagnols. L'Europe n'a ni favorisé ni empêché cette évolution. Cela donne un continent avec des systèmes très hétérogènes, régionalisés et plus ou moins décentralisés. D'un côté de la Bidasoa, l'euskara est officiel, de l'autre, non. Une même langue européenne avec deux destins différents suivant la situation politique. Le



José Mari Muñoa, un intervenant de la conférence

pouvoir des États malgré la construction européenne permet ou non suivant les cas, la création de pouvoirs locaux puissants qui respectent ou non les territoires historiques et leur sentiment identitaire. En Pays basque sud, le développement de la langue et de la culture basque est avant tout le fait d'une autonomie puissante qui a beaucoup investi sur ce terrain, près de 50€ par habitant, en 2008. L'enjeu de la modernité est également vital.

Pour un véritable pouvoir fédéral

L'Europe actuelle est avant tout celle des États qui décident de l'avenir avant d'être celle d'un véritable pouvoir fédéral européen. L'esprit fédéral suppose une autonomie et une solidarité des pouvoirs, basées sur la subsidiarité. Il ne peut y avoir de fédéralisme sans pouvoir local puissant. Cette revendication des mouvements euro-régionalistes est une condition sine qua non au développement des territoires et de leur spécificité, comme le montre de toute évidence le Pays basque sud. En France, cela suppose un changement important dans la conception même de la démocratie, basée exclusivement sur les droits individuels, sans aucune prise en compte d'un quelconque droit collectif de groupes qui souhaiteraient perpétuer des éléments constitutifs de leur existence comme une langue ou une culture spécifique. De façon dogmatique, les responsables politiques français de droite comme de gauche rejettent ces droits collectifs au nom de l'égalité des droits universels contre des droits particuliers accordés à certains. Le groupe, le particulier est encore synonyme de passé ou de fermeture face à l'universalité et le progrès supposé des droits individuels.

Le local est aussi l'avenir

Le titre est évocateur, l'Europe mangera-t-elle le terroir ou comment sauvegarder les traditions régionales dans la construction européenne ? Le local est associé à deux notions liées au passé, le terroir et la tradition. Révélateur d'une vision sans doute dominante mais avec un revers. L'Europe, le grand représente la modernité, l'avenir, le local, le petit serait cantonné à un rôle de mémoire. Cette dichotomie est dangereuse parce qu'elle dissocie territoire et avenir. Hors, dans le monde actuel, le local, le lieu de la proximité est déterminant. Connaître les gens dans leur complexité et leur variété, les relier, créer des synergies est possible dans cette dimension humaine indispensable.

L'Europe est l'allié des terroirs parce qu'elle défend le progrès de l'unité dans la diversité.



Les syndicats abertzale progressent

LAB en Pays basque, le STC en Corse renforcent leur position à l'occasion des dernières élections prud'hommales. Hasard ou mouvement de fond ? Dans ce contexte, la présence d'ELA, en Pays basque nord est-elle possible ?

La tendance française se vérifie également en Pays basque avec une CGT qui gagne près de 600 voix et devance la CFDT qui perd près de 2000 voix. LAB, la formation proche de la gauche abertzale se crée une place dans le paysage syndical du Pays basque nord. Crédité de 2850 voix et de près de 14% des suffrages lors des dernières élections prud'hommales, LAB dispose désormais de 4

bureaux de St-Jean-Pied-de-Port, Baigorri, Irissarry, Ustaritz, St-Pée-sur-Nivelle, Ciboure, 2° à St-Palais, Larceveau, Bonloc, Espelette, Ascaïn, Hendaye. Il n'est le 4° syndicat en voix que dans 10 bureaux sur 29. Cela montre une bonne implantation territoriale mais une relative faiblesse sur la côte basque. Dans les bureaux d'Anglet, Bayonne et Biarritz, LAB est distancé par la CGT et la CFDT. Sur le BAB, LAB totalise 958 voix contre 3702 voix pour la CGT et 2756 voix pour la CFDT. L'enracinement de ces forces syndicales dans les entreprises est sans doute déterminant.

Paradoxalement, l'économie globalisée développe un syndicalisme de terrain. L'image des syndicats abertzale est forte sur ce créneau. Cette tendance théorique n'a pas été démentie y compris, en France, où l'audience de la pensée abertzale est moins aisée qu'ailleurs. LAB a pourtant un handicap de départ redoutable.



élus qui siègeront dans les différents collèges salariés du Tribunal des prud'hommes de Bayonne. Implanté depuis 8 ans, LAB progresse de 900 voix par rapport au scrutin de 2002 et ravit la 3° place syndicale à FO en nombre d'élus et demeure 4° en nombre de voix à quelques longueurs de ce syndicat.

LAB, fort dans les zones abertzale

La forte abstention de plus de 70% invite à la prudence sur la représentativité des résultats. Reflètent-ils vraiment la sensibilité syndicale des salariés du Pays basque nord ? Néanmoins, les électeurs ont permis à LAB de réussir de bons scores dans les bastions ruraux de la Basse-Navarre, de la zone périurbaine et de la côte sud, des tendances vérifiées avec le score abertzale traditionnel. Cette progression est-elle un vote avant tout politique avant toute autre considération syndicale ? LAB est le premier syndicat dans les

Le STC, premier syndicat en Corse

La progression de LAB va de pair avec celle du syndicat des travailleurs corses (STC), présent depuis plus longtemps en Corse*. STC est le premier syndicat de l'île avec 38,97% des voix, devant la CGT qui totalise 34,52% des voix. Il confirme sa prédominance en Corse du Sud et devient le premier syndicat en Haute Corse avec 40,11% des suffrages exprimés. Le STC connaît une progression constante. 2643 voix en 1992, 2733, en 1997, 4775, en 2002 et enfin 6 086, en 2008. Il dispose de la majorité des élus. 22 dans le collège salarié des deux conseils prud'hommaux.

Abertzale et proche

Paco Letamendia, professeur de sciences politiques à l'université du Pays basque constate un niveau général élevé des syndicats nationalistes, en Europe. Il l'explique en partie par la principale caractéristique de ces structures, celle de la proximité. Elles ne dépendent d'aucune centrale extérieure au territoire et sont au plus près du terrain. Hors, le salarié moderne est demandeur de cette proximité, tant ses problèmes sont liés à son bassin de vie, nécessité de retrouver un emploi proche de son domicile, négociation des conditions de travail avec des directions régionales et locales qui disposent d'une autonomie de décision accrue, questions du quotidien extérieures à l'entreprise.



Avec 400 adhérents, la constitution de groupes syndicaux dans les entreprises est plus difficile avec l'isolement de nombreux militants. Des organisations comme la CGT, la CFDT ou FO sont déjà enracinées localement. Par exemple, l'implantation de FO à Bonloc ou celle de la CFDT à Lur Berri se traduisent par des scores remarquables dans les bureaux de Bonloc et de St-Palais. Conforté par ces résultats, LAB poursuivra son travail d'implantation.

ELA a-t-il sa place en Pays basque nord ?

La progression de LAB pose l'intérêt d'une présence accrue du premier syndicat du Pays basque sud, ELA et ses 109 000 adhérents soit à lui seul, près de 10% de la totalité des salariés. En France, l'ensemble des syndicats parviennent difficilement à ce taux de syndicalisation. ELA travaille en priorité au développement d'instruments de construction nationale, comme la fondation Robles Aranguiz ou l'achat des locaux d'Euskal Herriko Laborantxa Ganbara, à Ainize Monjolose. ELA serait-il un facteur de division du vote syndical abertzale ou serait-il complémentaire à LAB ? Les différences syndicales justifieraient-elles une seconde option abertzale ? ELA ne s'enracinera éventuellement en Iparralde sans un préalable. La constitution éventuelle d'un groupe militant, en Pays basque nord pour enraciner ce syndicat dans le paysage local.

*Source : Arritti du 10 au 17 décembre 2008



Dominique Boscq : **« notre avenir dépend** **avant tout de nous »**



Dominique Boscq, maire de Lacarry et président de la communauté de communes de Soule évoque les projets qui concernent tous les secteurs de la vie publique locale.

Les Souletins connaissent-ils leur histoire ? Par exemple, connaissent-ils le silviet ?

Il n'y a pas d'enquête sur le sujet. Mais à mon avis, si vous interrogez les gens, je ne pense pas que le silviet soit très connu. Les gens de souche ont certes quelques notions, surtout sur les grands passages de l'histoire de la province. Je pense notamment à Matalas. Les pastorales malgré l'aspect souvent romancé des récits ont permis aux Souletins de mieux connaître de grands épisodes historiques de notre province.

Les jeunes apprennent-ils l'histoire de la Soule, à l'école ?

Je ne crois pas que le système ait fondamentalement changé depuis l'époque où j'allais à l'école. On ne nous interdisait plus de parler le basque, mais pour autant tout était enseigné en français avec une seule histoire, celle de l'Histoire de France. Il y a quand même une petite évolution. En illustration des programmes officiels, des exemples locaux sont repris. C'est le cas au collège privé St François. Des associations comme Ikherzaleak travaillent avec les écoles sur des thèmes comme la guerre de 14-18 en Soule.

40% des Souletins sont scolarisés en basque. Toutes les filières sont-elles efficaces pour maîtriser le souletin ?

Avant jusqu'à 6 ans, sans la présence de la télé, nous parlions le basque à la maison. Ce n'est plus le cas. La transmission familiale est insuffisante, d'où la nécessité de l'apprentissage par l'école.

Nous n'avons pas d'études sur l'efficacité des filières, mais si les jeunes scolarisés en basque souhaitent continuer à parler l'euskara, je pense qu'ils seront capables de le parler. La difficulté est de maintenir cette envie lorsqu'à un certain âge, ils s'éloignent de l'euskara.

Ce taux de scolarisation stagne. Pensez-vous à des mesures concrètes pour l'élever ?

Nous avons déjà réalisé un réel progrès en quelques années, mais il y a des écoles avec des effectifs importants à convaincre. Elles sont peu nombreuses mais elles pèsent beaucoup. Pourquoi sont-elles plus réticentes à l'apprentissage en souletin ? Elles sont situées dans des zones débasquées habitées par de nouveaux résidents moins sensibles à ce thème. La pastorale aide à faire évoluer les mentalités. Nous tra-

Comment évoluent les ikastola en Soule ?

Leurs effectifs sont également en progression constante. En Haute Soule, ils sont installés dans le pôle petite enfance de Tardets créée par la Communauté de communes. Cette décision a été adoptée à l'unanimité des élus souletins. Les mentalités ont changé. L'euskara est un élément de consensus.

Sur le plan économique, comment voyez-vous l'avenir de l'agriculture en Soule ?

Il s'agit d'une activité importante. La crise actuelle se ressent partout et en particulier en Soule. L'élevage ovin est particulièrement concerné, notamment dans les zones de montagne. Nous avons des craintes sur la réforme de la PAC. Le nombre d'agriculteurs diminue, malgré un taux d'installation assez élevé. Mais, les agriculteurs ont toujours su se remettre en cause.

Le lycée agricole de Soule est-il attractif ?

Ses effectifs sont au complet, mais les publics sont divers. Certains intègrent des formations destinées à l'agriculture souletine, mais des élèves suivent d'autres spécialités. Tous les élèves ne resteront pas sur place.



Gotein-Libarrenx et son bois, siège du Silviet

vaillons avec l'Office Public de la Langue Basque pour sensibiliser les enseignants, les rassurer sur la pérennité de leur poste. Avec la création de postes d'enseignants en basque, cette crainte est compréhensible. Nous devons également convaincre les parents à qui devrait revenir la décision d'ouvrir ou non une section bilingue. Des réunions d'information sont prévues rapidement. L'expérience montre que lorsque le bilinguisme est introduit dans une école, les effectifs sont toujours en progression. Aujourd'hui, certaines écoles sont à 100% bilingues.



Mauléon, la capitale



Quelle politique menez-vous à la Communauté de communes ?

Une commission agriculture travaille sur l'utilisation de l'abattoir de Mauléon, sur la valorisation de produits locaux. Axuria tente de développer le porc basque.

Les énergies renouvelables sont-elles un complément de revenu possible pour les agriculteurs, professionnels de la nature ?

Un travail important est à mener dans ce domaine. Lors du dernier salon des énergies renouvelables, des entreprises proposaient la construction de bâtiments agricoles à leurs frais contre l'exploitation de panneaux solaires dont elles revendraient l'énergie à EDF. Cela peut être une formule intéressante pour les agriculteurs.

Avez-vous des projets spécifiques dans ce domaine ?

Nous travaillons sur un projet lié à l'énergie du bois. Nous étudions l'installation d'une chaufferie pour le collège et le lycée de Soule. Ce dossier est complexe sur le plan technique. Il faut caler le changement de système des établissements scolaires avec la mise en place de la chaufferie, calculer le stock de bois nécessaire. Nous utiliserons du bois du domaine public. Nous subventionnons l'installation de panneaux solaires thermiques pour inciter les particuliers à utiliser cette énergie pour la production d'eau chaude. Des bâtiments publics aussi s'équipent : le pôle petite enfance dispose de panneaux solaires thermiques, le siège de la communauté de communes, le syndicat des eaux et la Commune de Viodos s'équipent de panneaux photovoltaïques pour produire de l'électricité.

L'industrie est hétérogène et répartie dans de nombreux domaines, malgré un pôle de la sous-traitance. Y a-t-il des complémentarités ?

L'Odace, l'agence de développement de la Soule regroupe les industriels et les acteurs majeurs de l'économie locale. C'est un monde

très imbriqué où tous les acteurs se connaissent. Des ponts se font entre eux. Ils travaillent par exemple à l'adoption de démarches de certification ainsi qu'à la promotion du territoire. Il s'aident dans des relations avec les industriels du Pays basque sud.

Quels projets économiques réalisez-vous ?

Un des défis majeurs est de trouver les terrains nécessaires à la création de zones industrielles. Nous avons du mal à acquérir des terrains sur la plaine. C'est le revers d'une agriculture dynamique. Il n'est pas question pour nous d'exproprier des agriculteurs qui perdraient leur outil de travail.

Le manque de foncier nous freine. À la fermeture de Gema, les locaux ont été réutilisés à d'autres activités qui emploient plus de personnes qu'à l'époque où cette entreprise fonctionnait. Ces terrains répondent essentiellement à une demande locale, notamment à un tissu artisanal vivant.



Sainte-Engrâce et la Haute Soule pastorale

Y a-t-il des initiatives au départ des jeunes ailleurs ?

Beaucoup de jeunes travaillent déjà sur place ou sur le bassin d'emploi d'Oloron. Le lycée de Chéraute avec ses formations en micro-technique permet à nombre de jeunes de travailler dans l'industrie souletine. Le tissu local est également diversifié et peut satisfaire des compétences très différentes.

Nous avons également mené un effort particulier dans l'amélioration de la qualité de vie pour inciter les jeunes Souletins à s'installer. La création de deux pôles petite enfance à Mauléon et à Alos, le maintien de services publics, une opération programmée d'amélioration de l'habitat

pour réhabiliter de nombreux bâtiments, le cinéma, autant d'opération qui améliorent le quotidien des résidents.

La vie sociale vous satisfait-elle ?

Elle est très développée grâce à un tissu associatif très dense, notamment dans le sport. Nous avons 3 clubs de rugby, à Menditte, Barcus et Mauléon, deux clubs de pelote, le Hand ball à Tardets, le cyclisme, le Kayak et d'autres activités. Les pastorales, les activités culturelles rassemblent également de nombreuses personnes.

Travaillez-vous avec d'autres territoires du Pays basque ?

Dans le tourisme, nous travaillons avec Garazi-Baigorri, Amikuze et Oztibarre à un projet en commun dans le cadre du massif pyrénéen. Nous sommes également à Pays basque 2020 qui nous permet d'ouvrir notre regard, de partager avec d'autres responsables politiques et de financer plus rapidement des projets. Mais dans le quotidien, cela a une influence réduite sur notre développement. C'est avant tout à nous de bouger avec un autofinancement limité.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :

Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARRENECHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Gilles CHOURY, échos du nord / hemendik
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaien berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238



Les nuisances causées par l'A 63 et son élargissement étaient en débat lors d'un Lema eguna, org Barragué, élu municipal à Bidart, intervenant à titre personnel. Beaucoup reste à faire pour une véri

Protéger la qualité de vie, à Bidart ou ailleurs revient à défendre une notion qui est aujourd'hui au coeur de toutes les politiques publiques, le développement durable. Il faut satisfaire les besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures. En l'occurrence, selon M. Choignard, l'autoroute de l'A 63 et son élargissement présentent des nuisances pour les riverains qui ne sont pas compensées

sances. Les études sur la qualité de l'air sont réalisées en agglomération, pratiquement jamais sur les autoroutes. Hors, l'air est avant tout pollué dans ces zones à forte fréquentation.

Juge et partie

M. Barragué intervient en précisant que « les ASF sont juge et partie. Ils ont un intérêt privé à des projets les moins chers possibles. Ils ont comme principal actionnaire, l'État qui décide en grande partie des investissements à réaliser ». Il est très difficile d'être à égalité avec cet interlocuteur.

Jean Choignard nuance : « pour la qualité de l'air, il existe un organisme de concertation, Airaq qui réunit certes les ASF, mais est dirigé par des médecins, des scientifiques qui permettent des progrès ». Parfois l'État, pris dans les considérations actuelles sur le développement durable va même parfois plus loin. « Nous préconisons une étude par an sur l'autoroute. La préfecture a décidé d'en imposer deux par an ». Mais globalement, tout le monde est d'accord pour dire la nécessité d'analyser tous les dossiers et d'exercer une pression sur les ASF.

D'autant qu'à l'élargissement de l'A 63 correspondra une hausse prévisible du trafic. Certes les incertitudes économiques actuelles rendent difficile les pronostics, mais globalement, la tendance est à la hausse. Selon les comptages effectués à Biriadou, en 2005, il passait plus de 25 000 véhicules par jour. Selon les enquêtes, en 2032, il y aurait entre 44 000 et 51 000 poids-lourds et voitures par jour, soit une augmentation considérable avec quasiment un doublement du trafic actuel.

Une qualité de l'air qui reste à étudier

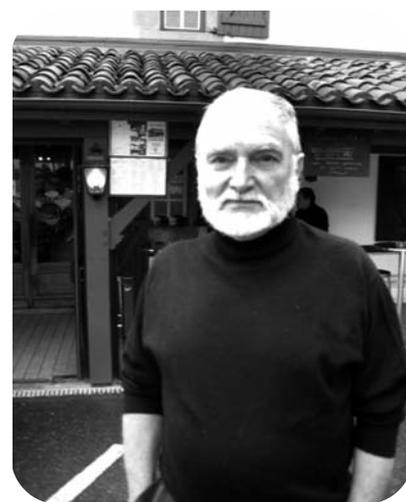
Cet élargissement aura un effet sur la pollution de l'air, de l'eau et du bruit. Dans les années 80, les normes imposées sur la qualité de l'air aux industriels ont eu des résultats. L'émission de dioxyde d'azote a décru depuis ces années là. Elles avaient connu une croissance très importante passant en France métropolitaine de 1960 à 1980, de 900 milles tonnes à 1900 milles tonnes. Malgré la progression du trafic, cette émission a été réduite en 2000, à 1559 milles tonnes. En 2007, elle était de 1323 milles tonnes. Cela prouve que les mesures publiques ont une efficacité lorsque la réglementation est respectée. Localement, les mesures faites à Anglet tous les jours ne relèvent rien d'inquiétant. La mesure NOx qui correspond à la concentration de plusieurs gaz montre une nette dégradation de l'air au niveau de l'A 63, lors d'une étude réalisée en 2002, d'où la demande d'une surveillance permanente de



par un bienfait économique. Cette liaison routière est nécessaire à l'économie des grandes métropoles alentours. Elle sert peu les intérêts économiques locaux. Les nuisances quant à elles sont directement vécues par les riverains. Ce projet ne respecte pas le besoin local en développement durable puisqu'il entrave les besoins immédiats et futurs des riverains.

Un développement à rendre durable

Mais est-ce le projet en soi qui est peu pérenne ou le non respect de toutes les normes et l'absence de volonté écologique ? Un exemple : les maisons situées au-dessus de l'autoroute seraient perturbées par le bruit, parce que le son monte et les murs anti-bruit ne peuvent l'empêcher. Réactions dans la salle : « à tout problème technique, il existe une solution technique, mais elle est bien souvent onéreuse. Cela est une affaire avant tout de volonté ». M. Choignard confirme cette difficulté. Nous avons en face de nous des interlocuteurs qui répondent à des intérêts privés et usent de toutes les astuces pour minimiser la portée des nui-



Jean Choignard,
devenu spécialiste des nuisances autoroutières

cette zone. Biriadou est la zone la plus dégradée. Les effets nocifs de certains gaz ne sont pas bien connus. D'autres développent à forte dose des risques d'asthme pour les enfants et ont parfois même des effets cancérigènes. Le plus frappant est la difficulté à cerner exactement la gamme des risques encourus. La décision prise par la préfecture de mesurer tous les



es mystères

rganisé à Bidart, le 13 décembre dernier avec M. Choignard, géologue, membre de Lurra zain et M. Barragué, maire-adjoint aux travaux à Bidart. Une table d'information objective, indépendante pour une évaluation complète des risques.

6 mois, la qualité de l'air sur les autoroutes répond à un impératif sanitaire. Le contraste est étonnant entre d'une part, les zones d'ombre scientifiques, le manque de données pour évaluer les risques et d'autre part, l'ancienneté de l'ouvrage et le manque de vigilance. M. Barragué a également précisé les mesures prises par la commune pour apporter sa contribution à la qualité de l'air. Elle souhaite réduire la vitesse de circulation et créer une voie piétonne.

cette étude est fortement mise en doute par Lurra zain. La situation actuelle n'est pas très rassurante. Une riveraine précise que les nouveaux revêtements sont encore plus bruyants. Laure Déjardin, présidente de Lurra zain, est stupéfaite de la mauvaise qualité des murs anti-bruits nouvellement installés. Ils n'améliorent pas la protection au bruit. Voilà des signes peu encourageants pour la suite. Pourtant, des techniques efficaces existent mais ne sont pas utilisées.

tion de l'autoroute, des incertitudes majeures subsistent sur la qualité de l'air ou de l'eau, des riverains soient instaisfaits par les nuisances sonores générées par le trafic actuel ? Localement, les pouvoirs publics, essentiellement, les mairies sont trop faiblement structurées pour répondre à des sociétés spécialisées



Christian Barragué, maire-adjoint aux travaux à Bidart

L'autoroute et l'eau

La pollution de l'eau est également un thème sensible. Là encore, l'impact de l'autoroute n'est pas bien connu. Selon M. Barragué, les pollutions bactériologiques connues à Bidart ont d'autres causes comme l'élevage. Elles nécessiteront de la part de la commune des investissements considérables en assainissement. La dépollution de la

rivière de l'Uhabia est en cours. La rivière Gaxunena à proximité de l'autoroute est quant à elle un mystère. Elle est polluée depuis des années sans en déterminer les causes. L'aire de repos située à proximité avec ses déchets et les substances fécales est-elle concernée ? Lurra zain a demandé aux ASF une analyse de la situation. La réponse fut étrange. L'aire de repos n'est pas concernée par l'élargissement de l'A 63. Il n'y a donc pas lieu de réaliser une étude sur la qualité des environs. Sur ce dossier, rien n'a encore avancé.

Beaucoup de questions en suspens

Cet après-midi laisse un goût d'inachevé. À l'évidence, le débat public ne joue pas son rôle. Dans tous les dossiers, de nombreuses interrogations, de nombreuses incertitudes masquent mal les efforts de communication déployés. Est-il normal qu'après tant d'années d'exploita-



avec leurs services juridique ou technique. Des associations avec leur faible moyen, la bonne volonté, l'énergie et la compétence de ses bénévoles prennent alors le relais pour pallier à une déficience d'expertise. Ni les uns ni les autres ne sont préparés à négocier avec les ASF. Leurs efforts et leur rôle sont complémentaires. Un élu a un poids politique supérieur à un responsable associatif qui peut lui transmettre sa technicité. En Euskadi, les deputacion de Gipuzkoa et de Biscaye ont obtenu récemment la compétence sur les autoroutes. Même si jusqu'à présent le modèle espagnol n'a rien à envier à son homologue français, cette nouvelle proximité entre les pouvoirs publics et les administrés est-il une nouvelle voie à suivre ? Le chantier de la qualité de vie à proximité des autoroutes s'avère indispensable. Il nécessite l'unité et la motivation des responsables locaux.

Lutter contre le bruit

Les nuisances sonores conduisent également à la même incertitude. Elles constituent pourtant le premier motif de mécontentement des riverains. Quel sera l'impact de l'élargissement sur l'excès de bruit ? M. Choignard et Lurra zain ont soulevé les artifices techniques utilisés pour minimiser l'impact du bruit. La législation oblige à contenir le bruit actuel malgré l'augmentation du trafic au même niveau sonore. L'étude des ASF prétendait que 32% des maisons recevraient moins de bruit en 2032 qu'en 2002 malgré un trafic 2,5 fois plus important. Le principal argument avancé était la qualité de la chaussée soi-disant plus performante pour amortir le bruit. Après une recherche, il s'avérait que ce revêtement quelque soit sa qualité n'avait une durée d'activité anti-bruit que de 6 mois ! À moins d'en changer 2 fois par an, hypothèse très improbable, les ASF ne pouvaient tenir cet engagement. Ils ont dû revoir leur copie et ont avancé de nouveaux arguments, de nouveaux calculs, sujets à controverse. La fiabilité de



Communauté autonome basque

Azpeitia en deuil : Ignacio Uribe abattu près de l'esplanade de Loyola

Suite à l'attentat qui vient de coûter la vie au citoyen d'Azpeitia, une assemblée municipale extraordinaire s'est tenue en mairie. Le premier magistrat, Iñaki Erraskin, membre de la gauche radicale ANV a donné lecture d'une motion mise aux voix pour dire sa tristesse et sa douleur face à cet acte survenu dans sa ville sans toutefois le condamner. Aussitôt, les membres de l'opposition ont protesté et exprimé leur désaveu. Parmi eux, Peio Elorza, EAJ-PNB, a souligné qu'il n'était pas tolérable de voir le maire poursuivre la gestion de la cité alors qu'il se refuse de condamner le meurtre d'un concitoyen. Il a proposé aux élus la mise en route d'une démarche d'exclusion d'Iñaki Erraskin et de ses colistiers par la voie de la censure. Les représentants du parti EA se sont déclarés favorables à cette motion. Pour autant, ils ne désirent pas entrer dans la nouvelle majorité aux côtés d'EAJ-PNB.

Elections au Parlement de Vitoria en 2009

C'est ce printemps qu'auront lieu les élections des députés de la Communauté autonome basque, c'est-à-dire du Parlement « régional ». La liste des candidats d'EAJ-PNB avec à sa tête le président sortant J.J. Ibarretxe a été pré-

sentée aux adhérents tant au Sud qu'au Nord. C'est là un processus de désignation propre au Parti et conforme aux statuts dont il s'est lui-même doté. La campagne proprement dite viendra plus tard. C'est ce que le chef du gouvernement a précisé comme nous l'écrivions ici même dans le Lema du mois de Décembre et de conclure « nous avons beaucoup à faire et à travailler d'ici là ».

36 transferts de compétence restent en attente

La dernière d'un transfert de compétence entre le gouvernement espagnol et celui de Vitoria Gasteiz date de 9 ans ! À quelques jours de la fête de Noël, Idoia Zenarruzabeitia, l'inamovible vice-présidente du Gouvernement basque s'est rendue à Madrid pour parapher l'accord avec la ministre de l'Administration Publique, Elena Salgado. Le document concerne une triple compétence : la recherche, le développement et l'innovation. Une compétence devenue urgente et réclamée depuis des années. Elle porte sur une aide de 86 millions d'euros et les chercheurs du Pays basque peuvent désormais avancer en matière industrielle de pointe. L'accord s'est fait à la Chambre des députés de Madrid, par l'intermédiaire du député d'EAJ-PNB, Josu Erkoreka. Son groupe appuiera le projet de Zapatero sur le budget 2009, tandis que ce dernier outre cette nouvelle compétence s'engage entre autres à dévelop-

per la modernisation du port de Pasajes. Avant de tourner cette page, la vice-présidente a fait remarquer qu'il reste dans le statut de Gernika, 36 compétences encore inscrites dont « 8 très importantes », en cette période mondialement perturbée. Ce à quoi la ministre Salgado a esquivé : « certes il existe entre nous des divergences, mais le moment n'est pas très propice étant donné qu'aujourd'hui, nous vivons cet heureux événement ».

Le fonds Olaeta transmis

Olaeta, un nom bien connu des lecteurs et de la population d'Iparralde depuis la venue à Biarritz au début de la guerre civile en 1936 de Biskai Elai Alai. Son nom a été créé en 1926 par Segundo Olaeta avec comme activité première la danse folklorique. Depuis lors, sa renommée n'a cessé de croître et sa réputation s'est peu à peu étendue à l'Europe et au-delà, à travers le ballet portant son nom, à travers Oldarra toujours vivant. Son obsession a toujours été la perfection. Aujourd'hui, son fonds patrimonial (documents, instruments, costumes) a fait l'objet d'un legs familial à la deputacion de Biscaye. Josune Ariztondo, responsable culturelle de l'entité biscayenne a accueilli très officiellement la famille Olaeta Torrezuri et souligné l'importance non seulement économique mais culturelle d'un tel héritage. Ici en Iparralde, on se sent quelque part concerné et on s'en réjouit.

Navarre

Crise financière

Pour faire face à la crise financière qui a gagné ces derniers mois les banques avec des répercussions diverses sur leurs clients chefs d'entreprises, les gouvernements européens ont réparti des fonds publics aux différents établissements de crédit. Cela a été le cas par exemple ici avec la Caisse Navarraise (CAN) qui a emprunté près de 50 millions d'euros à 3,83 % sur 3 ans. Dans le même temps, en Biscaye, la BBK dirigée par Xavier de Irala obtenait l'adjudication d'une somme de 71 millions à 3,80 % sur 2 ans. Il s'agit de l'enchère du 11 décembre dernier. C'est la 2^e, la plus fructueuse aux dires du ministre espagnol Solbes. L'objectif est de relancer d'urgence l'économie et pour ce faire

apporter des liquidités aux entreprises qui en ont le plus besoin à partir de prêts bancaires sous le contrôle de l'État.

Les élections au Parlement navarrais en 2011

Contrairement à la Communauté autonome basque où l'on se prépare à voter ce printemps, les députés siégeant au Parlement régional de Pampelune ne seront désignés qu'en 2011. C'est donc une période très calme ici politiquement parlant en dehors de la récente scission survenue à droite entre UPN (Union du Peuple Navarrais) de Miguel Sanz et le PP (Parti Populaire) dirigée par Mariano Rajoy. Le 12

décembre tout de même s'est tenue à Pampelune, l'assemblée annuelle d'EA sous la houlette de Maiorga Ramirez. Puis le lendemain, c'était au tour des affiliés d'EAJ-PNB de procéder en Assemblée Régionale au choix des candidats aux hautes charges internes aux deux candidats, Juan Jose Ibarretxe et Izaskun Bilbao. Ce même jour, à l'occasion de l'Assemblée du parti abertzale « Aralar », la représentante de « Nafarroa Bai » au Parlement de Madrid, Uxue Barkos a souhaité vivement que les forces représentées au sein de cette coalition « se préparent et se structurent dès à présent » en vue de l'échéance de 2011.



Face à la crise, le Lehendakari est sur tous les fronts !

Dès l'été 2008, le Lehendakari disait : « Nous sommes prêts pour affronter la crise qui vient, car nous avons fait les devoirs qu'il fallait ». Toujours humble, il disait aussi : « Bien que nous soyons mieux préparés que d'autres, la crise nous touchera aussi, nous ne vivons pas isolés sur une île ».

Grâce au mouvement d'innovation lancé dans l'économie basque et grâce aux excédents budgétaires cumulés depuis 10 ans, la relance de l'économie peut se faire par des aides spécifiques. Ce cumul des excédents budgétaires, dénoncé par le syndicat ELA, même à Bayonne lors de la conférence d'Amaia Muñoa, trésorière d'ELA, va maintenant servir pour relancer les différents secteurs de l'économie.

Ibarretxe avec les entrepreneurs

Dès le 7 novembre, le Lehendakari offrait à l'ensemble des entrepreneurs un travail en commun avec les institutions basques lors d'un discours important dans l'Edifice Central du Parc Technologique de Miramon à Donosti. Avec une grande facilité de présentation pour un sujet qu'il domine, le Lehendakari cher-

chait une complicité avec le tissu des entreprises de production : une relation interactive entre les institutions et les entreprises.

Accompagné des 3 députés généraux de la CAB, il indique rapidement quelques chiffres économiques : l'augmentation de l'affiliation à la Sécurité Sociale et un taux de chômage bas. « Mais nous ne devons pas dormir sur nos lauriers. Au contraire les citoyens doivent connaître nos forces et nos faiblesses. Il faut dire la vérité à la Société et travailler avec acharnement. Je suis sûr que si nous faisons les choses bien, nous sortirons renforcés de cette crise ». Il offre aux entreprises la possi-

bilité de travailler ensemble et de donner de « l'oxygène » à ces entreprises avec le respect et l'aide de ceux qui dirigent les institutions.

Neuf réponses

Son discours s'articule d'abord autour des raisons de la crise : « La suffisance et l'avarice sont des maladies contagieuses et puis le fait que l'autorégulation du marché a échoué de façon brutale. Il faut une nouvelle régulation internationale qui va au-delà des groupes « G » où certains iront seulement pour se faire



J. J. Ibarretxe et les 3 députés foraux

voir en photo. C'est sous l'égide de l'ONU que doit se faire cette régulation mondiale ».

En attendant que tout ceci se mette en place, nous devons agir ici immédiatement. Après nouveau rappel de la suffisance de ceux qui ont seulement accumulé lorsque les choses allaient bien sans préparer le futur, Ibarretxe dégrène ces 9 réponses à la crise.

• L'anticipation grâce à l'autogouvernement

Depuis 30 ans les entreprises basques utilisent l'autogouvernement en faveur de l'économie productive. Après l'effort des années 80 vint la 2^e transformation, opérée dans le secteur industriel basque, prélude à l'innovation qui émerge comme une des clés du futur.

• Clarté et conduite par les institutions politiques

Pour affronter la crise, la conduite par les institutions doit donner confiance à l'économie, aux entreprises et à tous les citoyens.

• Réponses immédiates (plan d'accélération économique)

Le chef de l'exécutif basque détaille le plan d'investissement productif pour activer l'économie et créer des emplois : 12,8 milliards d'euros pour les 4 ans à venir.

• Budgets anticycliques (casser la tirelire)

Pour plus d'investissements et plus de budget social afin que personne ne reste dans la rue en temps de crise.

• Ne pas augmenter la pression fiscale ni sur les familles ni sur les entreprises.

• **Aides financières aux entreprises :** en plus de ce qui existe, création d'un Institut Basque des Finances et d'un nouveau fonds de garantie.

• **Innovation et internationalisation :** l'innovation est le levier pour la transformation économique et sociale.

• **Tension intellectuelle et initiative :** continuer à réfléchir et prendre des initiatives.

• **Aide aux projets stratégiques :** ce qui se concrétisera lors de la première réunion du Conseil Basque de la Promotion économique le 18 novembre.



Secteur de l'énergie plus la C.A.F. de Beasain

Le 18 novembre sont révélés les 10 projets stratégiques jusqu'à 2011, qui avec une aide de 31,47 millions du gouvernement, représenteront un investissement de 648,35 millions d'euros pour créer 2 521 emplois. Ces entreprises sont situées dans le secteur de l'énergie pour 6 d'entre elles : Alkargo (transformateurs électriques de l'ultime génération), Lasercell (recherche et développement pour des installations solaires photovoltaïques de grande efficacité), Etxetar (composants pour de très

vent aboutir à de nouveaux produits évoqués ci-dessus.

Enfin l'entreprise CAF de Beasain (mondialement connue pour son travail dans le matériel ferroviaire) envisage de créer UNROC qui sera aidé par Ekarpén (fonds créé par les Diputaciones et les 3 caisses Vital, Kutxa et BBK). L'apport sera de 40 millions d'euros sur les 90 prévus de 2007 à 2011. CAF prévoit la création d'un atelier de 500 employés. L'entreprise rachètera ce prêt en 2016, car elle va doubler sa production et ses ventes de roues et axes pour les trains.

tique industrielle est celle qui n'existe pas) et enfin fondamentalement l'alliance entre la société, les entreprises et les administrations publiques basques. Il remercie aussi les présidents de Confebask de ces 25 années : J.M. Vizcaino, Baltazar Errasti, Roman Knorr et Miguel Lazpiur.

Outre ces actions, le Lehendakari a participé à la réunion de la plate forme logistique Aquitaine-Euskadi et a voyagé en Bretagne et en Afrique du Sud.

Des résultats de la politique économique basque

Anniversaire de Confebask

Le 20 novembre, Confebask (organisation patronale) fêtait les 25 ans de sa fondation. Un millier d'entrepreneurs y assistaient. Ibarretxe fit des éloges du travail des entrepreneurs basques. En 1983, Euskadi avait un taux de chômage de 25%, 117 000 entreprises industrielles employaient 644 000 personnes et le PIB était 20 points en dessous de la moyenne de l'Europe. En 2008, 25 ans plus tard, le taux de chômage en Euskadi est de 5 %, le nombre de personnes employées est de 1 million dans 176 000 entreprises et le PIB basque dépasse de 41 points la moyenne européenne.

Les exportations du Pays basque ont cru de 14 % au cours du troisième trimestre

Les exportations du Pays basque ont enregistré une croissance nominale de 13,8 % au cours du troisième trimestre 2008, d'après les chiffres communiqués par l'Eustat. Le montant des exportations s'est élevé à 4,94 milliards d'euros par rapport aux 4,343 milliards de la même période l'an dernier. Cette croissance des exportations au cours du troisième



grandes pièces dans l'éolien), Xubi (pièces spéciales pour la transmission dans l'éolien : couronnes et engrenages), Ingeteam (électronique de puissance, machines électriques, transmission et distribution électrique), Widewall (nouveaux produits pour distribution de moyenne tension).

Deux entreprises font partie du secteur Construction Ullma et Habidite.

Enfin, Ibermatica : fabriquer des softwares et approfondir les technologies liées à la mobilité et Praxis, entreprise de biotechnologie (pharmaceutique).

Toutes ces entreprises ont des projets de recherche Développement qui doi-

Vraiment il y avait de quoi se réjouir du travail bien fait. Ce que firent Imanol Laspiur, actuel président de Confebask et Ibarretxe qui déclare devant le Roi d'Espagne également présent « Plus d'autogouvernement, c'est plus de progrès ».

Le Lehendakari envoie aussi quelques messages d'espoir aux entrepreneurs à l'heure d'affronter la crise. Quelques avantages qu'a Euskadi : un autogouvernement solide et bien géré, une meilleure formation des jeunes : 80 % de ceux qui ont entre 20 et 24 ans ont fait des études supérieures ou moyennes, face au 60 % de la moyenne européenne, le choix fait par le gouvernement basque depuis Garaikoetxea et Ardanza pour une économie réelle et donc une politique industrielle (alors que certains néo-libéraux disaient que la meilleure poli-

EAJ-PNB réfléchit au thème de l'innovation



trimestre place le taux cumulé des neuf premiers mois de 2008 à 12,9 %. D'autre part, les importations totales élevées ont connu une augmentation de 20 % au cours du troisième trimestre et se sont situées à 5,354 milliards d'euros.

Si l'on considère uniquement les importations non énergétiques, celles-ci ont connu une évolution plus modérée, soit 6,4 % de juillet à septembre. Le cumul des neuf premiers mois pour le total des importations s'élève à 18,3 % de croissance, sur la même période



de l'année précédente, et à 6,1 % pour les importations non énergétiques. Le solde entre les exportations et les importations du troisième trimestre montre un déficit commercial de 414 millions d'euros, et en conséquence, le taux de couverture des exportations par rapport aux importations a chuté à 92,3 %. Cependant, si l'on exclut les produits énergétiques importés et exportés, le solde commercial non énergétique a montré un excédent de 1,236 milliard, soit 375 millions de plus qu'au cours du troisième trimestre 2007. Le taux de couverture des exportations non énergétiques par rapport aux importations non énergétiques est passé de 128,3 % au troisième trimestre 2007 à 138,1 % de cette année.

Dans un autre ordre, il convient de mentionner que le Pays basque, suivi par les Canaries et Melilla, est la Communauté autonome la moins vulnérable de l'État, selon un rapport de la CE présenté par la Commissaire européenne en Politique régionale, Danuta Hübner.

Le rapport « Régions 2020 » montre une analyse de l'impact probable sur les régions des quatre défis les plus importants qu'affronte l'Union européenne (UE) : la mondialisation, les tendances démographiques, le changement climatique et l'emploi et l'approvisionnement en énergie.

Pour l'indice combiné des quatre défis, les communautés de l'état les moins vulnérables sont la Communauté autonome basque (36), les Canaries (40) et Melilla (42), alors que la Castille-La Manche (72), l'Estrémadure (71) et l'Andalousie (66) sont les plus sensibles.

Résumé de l'information publiée par Deia, le 10 décembre 2008

Euskadi investit dans la recherche

Le Pays basque, la Navarre et Madrid destinent le plus fort pourcentage de leur PIB à la R&D+i

Le Pays basque est la troisième Communauté autonome de l'État espagnol, derrière Madrid et la Navarre, destinant le plus fort pourcentage de son PIB, concrètement 1,87 %, à la recherche et au développement (R&D) en 2007, selon les informations apportées par l'Institut national des Statistiques (INE).

L'investissement en termes de R&D+i dans la Communauté autonome basque, par rapport

au Produit intérieur brut, s'est accru l'an dernier de 26,8 %, alors qu'à Madrid et en Navarre, les deux communautés qui la précèdent, cet effort a été inférieur à celui de 2007. Dans l'ensemble de l'Etat espagnol, les dépenses en matière de R&D+i se sont élevées au cours de l'exercice précédent à



Inauguration d'un centre de recherche

13,342 milliards d'euros, soit 12,9 % de plus que l'an dernier, et Madrid, la Navarre, la Communauté autonome basque et la Catalogne sont les communautés autonomes ayant réalisé l'effort le plus important dans ce domaine et les seules à présenter des chiffres supérieurs à la moyenne nationale.

Résumé de l'information publiée par Deia, le 3 décembre 2008

Saint Sébastien ouvrira un centre destiné à l'étude des neurosciences qui comptera 70 experts

Étudier comment fonctionne le cerveau des personnes qui parlent habituellement plus de deux langues, et analyser les processus d'apprentissage et neurodégénératifs liés au langage. Voici certains des objectifs du Basque Center on Cognition Brain and Language (BCBL), un nouveau centre ayant son siège à Saint Sébastien qui veut devenir la référence internationale en matière de recherche sur les neurosciences cognitives.

Ce projet attirera plus de 70 experts du monde entier qui travailleront dans la capitale de Guipúzcoa, pour approfondir dans la recherche sociolinguistique et dans l'étude du langage, entre autres aspects. L'initiative sera mise en marche en septembre 2009, et au

cours des quatre premières années de fonctionnement, elle bénéficiera d'un investissement de près de 20 millions d'euros.

Le conseiller de l'Éducation, des Universités et de la Recherche du Gouvernement basque, Tontxu Campos, et le député foral à l'Innovation, José Ramón Guridi, ont présenté

ce projet accompagnés de celui qui sera le directeur scientifique du BCBL, Manuel Carreiras. Comme ils l'ont expliqué, il n'est pas prévu de construire un nouveau centre à Saint Sébastien, les installations seront situées, dans un premier temps, dans le

Parc technologique de Miramon. Les nouveaux bâtiments qui sont en construction dans le campus d'Ibaeta de l'Université du Pays basque (UPV), seront ceux qui accueilleront définitivement ce centre, qui occupera un espace de 3 500 mètres carrés. Ainsi, les 20 millions d'investissement seront destinés fondamentalement « à faire face aux dépenses en personnel, et surtout, en équipement » a expliqué Campos. Concrètement, on fera l'acquisition d'une résonance magnétique fonctionnelle, une magnétoencéphalographie, et un registre de mouvements oculaires, entre autres outils. Ce centre abordera des problèmes tels que la dyslexie, les désordres du langage et mettra notamment l'accent sur la perte du langage dans des processus neurodégénératifs, comme c'est le cas de l'Alzheimer. « Nous découvrirons des marqueurs assez tôt (qui avertiront du commencement de cette perte le plus tôt possible) pour concevoir des outils capables d'intervenir tôt dans une maladie de ces caractéristiques » a indiqué Carreiras, pour améliorer ainsi la vie du patient.

Toutefois, les experts analyseront également les aspects biologiques et sociologiques qui affectent le langage des personnes, et porteront aussi une attention particulière à l'étude des personnes maîtrisant parfaitement deux langues, qui dans ce cas seront le basque et le castillan.



De crise en crise (II)

Dans l'article précédant, nous avons souligné l'aspect cyclique des crises financières. Cette fois nous allons analyser comment dans la crise actuelle nous sommes passés de crise en crise. Pour cela nous devons faire un bref retour en arrière et rappeler que la crise actuelle a en grande partie pour origine la crise du début des années 2000 que je citais dans mon précédent article.

En effet, au début des années 2000, nous avons connu une double explosion, d'une part celle de la bulle spéculative créée sur la Net économie et, d'autre part celle bien plus horrible du « World Trade Center » (11/09/2001). Afin d'anticiper la récession qui s'annonçait alors, les Pouvoirs Economiques américains (Secrétariat d'Etat au Trésor, la FED en la personne de son charismatique président Monsieur Alan Greenspan, aujourd'hui vilipendé) ont massivement ouvert les vannes du crédit en abaissant considérablement les taux de refinancement des Établissements de Crédit.

Tous les Établissements de Crédit américains se sont engouffrés dans la brèche rendant encore plus dépendant du crédit les ménages déjà endettés. La société américaine basée sur la consommation et le crédit n'en demandait pas tant. Ainsi, tous les ménages, même ceux insolubles, se sont mis à « rêver » au miracle de la propriété instantanée, notamment la propriété immobilière. Peu regardant sur la solvabilité de leurs clients et encouragés par un coût de refinancement très faible, les Établissements de

Crédit américains ont ainsi accordé massivement des crédits hypothécaires à taux variables, partant du principe que si l'emprunteur ne pouvait rembourser, ils se paieraient par la vente des actifs immobiliers (analyse par la valeur d'actif). C'est d'ailleurs la différence majeure entre ce système et celui adopté par la plupart des pays européens qui basent l'octroi de crédit sur la capacité à rembourser de l'emprunteur (Analyse par la solvabilité).

Le système était d'autant plus « juteux » pour les Établissements de Crédit que les taux de rendement étaient élevés, selon la règle bien connue de la prime de risque (moins l'emprunteur est solvable plus il m'est facile de lui prêter à un taux élevé). Dans le même temps quelques génies de la finance ont eu l'idée de se refinancer en « titrisant » ces crédits hypothécaires, c'est-à-dire en découpant ces prêts en « petits morceaux », négociables directement ou en les intégrant dans des produits plus complexes (produits structurés), d'autant plus faciles à vendre que les rendements étaient élevés.

Le système aurait pu perdurer sans problème si un redoutable « effet ciseaux » n'était venu le remettre en question. C'est l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêts aux États-Unis et la crise de son marché immobilier domestique qui a conduit à la crise actuelle dénommée crise des « Subprimes », qui a éclaté au grand jour en Juillet/Août 2007.

En effet, la hausse continue des taux d'intérêts a induit une hausse mécanique des mensualités provoquant l'impossibilité croissante de rembourser pour les emprunteurs américains les plus fragiles. Dans le même temps, la dépréciation de la valeur des biens immobiliers s'est accélérée par la mise sur le marché, déjà dépressif, de nouveaux biens à vendre. Dès lors les banques américaines ne pouvaient plus recouvrer leurs créances. Les choses auraient pu se limiter aux banques américaines, mais la « titrisation » mentionnée ci avant a contaminé une grande partie du système financier de la planète par diffusion de ces « produits toxiques » dans leurs livres de compte et dont la valeur devait dès lors être fortement dépréciée.

C'est ainsi que nous sommes passés d'une crise financière à une crise de confiance car les Établissements de Crédit, soupçonnant leurs homologues de détenir en grand nombre ces produits toxiques, ne se prêtaient plus entre eux par crainte d'insolvabilité. Insolvabilité confirmée au grand jour lors de la faillite de la prestigieuse banque d'affaire américaine Lehmann Brothers. Ainsi, c'est tout le système financier qui s'est grippé, par assèchement du crédit.

C'est de cette raréfaction du crédit que la crise économique s'est à son tour enclenchée, selon le principe : plus de crédit donc plus de financement donc plus d'investissement et crise de financement des entreprises... (à suivre).

Patrice Gouspy



Petit mais costaud

Lors d'une émission C dans l'air sur France 5, la réduction du nombre de régions était au coeur d'un débat intéressant sur les collectivités territoriales. Argument majeur : donner aux nouvelles régions françaises la taille suffisante pour une plus grande force face à leurs homologues européennes.

Trop de régions ?

Les 22 régions françaises métropolitaines sont-elles trop nombreuses et trop faibles face par exemple aux 16 lands allemands, aux 17 communautés autonomes espagnoles ou aux 20 régions italiennes ? La France sans ses dernières colonies d'outre mer, est surtout le pays d'Europe le plus étendu, avec une superficie de 547 030 km², à l'exception du "grand" Danemark. L'Allemagne est loin derrière avec 357 021 km². De même

pour l'Italie avec 301 230 km². Le nombre de régions en France est comparable à ses voisins.

Ce débat privilégiait des critères soi-disant rationnels à la dimension humaine d'un territoire. Lorsqu'il existe un vivre ensemble commun, un nous rassembleur, comme le « nous voulons être Basques », il doit être privilégié. Ce régionalisme humain est pratiqué chez nos voisins européens. Est-il viable face au pseudo rationalisme français ? Les 300 000 habitants de la Rioja, en Espagne ou le Land de Brême composé de 660 000 habitants et de 404 km² montrent que la taille de ces territoires n'affecte pas le niveau de vie. Brême produit une richesse par habitant de 38 100€, supérieur à toutes les régions françaises excepté l'Île de France. La Rioja ou la Navarre et ses 500 000 habitants sont dans le palmarès de tête des régions de l'État espagnol.

La taille, nouveau dada technocratique

L'argument de la taille, gage de force est une vision purement technocratique. Lors d'un congrès organisé à Carmaux, nous étions hébergés dans un complexe de vacances pharaonique, imaginé par un célèbre notable PS que Jaurès aurait récusé. Des millions d'investissements pour un gouffre financier. La caricature de ce qui pourrait ressembler à de nouveaux pouvoirs régionaux encore plus éloignés du terrain. Les régions en Europe sont effectivement plus fortes que leurs homologues françaises, non pour une raison de taille, mais grâce à un véritable pouvoir de décision. La Communauté autonome basque nous le montre au quotidien.



Jacques Saint Martin : « RFF n'est pas crédible »

Jacques Saint Martin, ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne anime le cercle de réflexion Burruntz du nom du pont qui permet de comparer l'activité d'une ligne ferroviaire à une voie routière. Il ne croit pas à la pertinence des études actuelles qui conduisent à la réalisation d'une nouvelle voie LGV.



Les intercommunalités sont tenus de financer une partie de la LGV. Qu'en pensez-vous ?

C'est une occasion unique de nous affirmer. Les Basques du nord sont rompus à la recherche de subventions. Là pour une fois, c'est l'inverse. L'État a besoin des collectivités locales basques. Elles sont en mesure de poser des exigences. Je rêve d'un scénario où les responsables politiques exigent une réelle information et bloquent le dossier tant que nous ne disposons pas d'une information sérieuse et pertinente.

Pourtant des études ont été menées

Pour l'essentiel, elles ont été pilotées par Réseau Ferré de France (RFF). Je me suis intéressé de près à ce dossier voilà 2 ans après avoir lu la plaquette de présentation par RFF des avantages de la LGV. J'avais été stupéfait par les arguments avancés. Est-ce normal qu'une entreprise qui a tout intérêt à réaliser ce projet soit aussi le décideur ? RFF est à la fois juge et parti. Elle décide d'un projet qui est nécessaire pour ses intérêts. C'est inadmissible.

Leurs arguments ne sont pas valables ?

C'était notre avis dès le début. L'expérience montre que les études de RFF ne sont pas fiables. Le Conseil d'analyse économique et social, organisme indépendant et reconnu note que sur 27 projets ferroviaires, la moyenne de surestimation du trafic est de 37 %. la Cour des Comptes juge que « les prévisions de trafic de RFF sont souvent douteuses, fragiles et peu cohérentes ». Le coût de construction de la LGV Est Europe dépasse pour l'instant de 25 % le budget prévu 3 ans auparavant. Les collectivités locales doivent se préparer à une hausse de la facture de 25 à 30 % du montant prévisionnel.

RFF n'est pas sérieux ?

Il s'agit surtout d'une société aux abois qui a hérité des dettes colossales de la SNCF. Elle a besoin de projets ferroviaires pour sortir d'une situation impossible. RFF a une dette de 42 milliards d'euros. Elle est propriétaire du réseau ferroviaire et vit des péages de la SNCF pour l'utilisation des rails. La progression du trafic avantage RFF qui est prêt à user de toutes les techniques de communication pour convaincre la population et les élus.

Vous n'êtes pas hostiles par principe à une nouvelle voie pour le TGV ?

L'arrivée du TGV en Pays basque n'a strictement rien à voir avec la LGV Bayonne frontière : il y en a déjà dix par jour sur le réseau actuel qui peut facilement en écouler deux ou trois fois plus.

Il nous faut d'autres garanties avant d'entamer un investissement de 1,3 milliards d'euros et risquer de détériorer gravement l'environnement local. Je suis favorable à l'utilisation et au développement du transport par le train. Mais la seule question qui vaille est la suivante. L'augmentation du trafic sera-t-elle oui ou non supportée par la ligne actuelle ? Si l'on calcule les erreurs de prévision faites habituellement par RFF de l'ordre de 25 % en pratiquant cette décote sur l'étude prévisionnelle du trafic, nous disposons d'une marge qui nous permet d'éviter la saturation avant longtemps.

Un cabinet suisse a pourtant mené une enquête indépendante. Elle indiquait qu'à partir de 2020, la ligne serait probablement saturée.

Plus précisément il a dit que le réseau actuel pourrait écouler le trafic prévu en 2020 : mais sans tenir compte de la surestimation de ce

trafic de 25 à 30 % sans doute. Cette étude était effectivement moins dépendante du monopole RFF-SNCF. Mais, les Suisses ont été impressionnés par la SNCF. Elle est la seule détentrice de toutes les informations nécessaires à l'établissement de prévisions. Compte tenu de l'appréciation faites par les pouvoirs publics du manque de fiabilité de RFF, nous sommes en droit de réclamer une étude pointue totalement indépendante. RFF ne doit pas disposer de la capacité de décision, à réserver à un organisme public neutre.

Ne faut-il pas tenir compte de l'importance croissante du rail sur les moyennes et les longues distances ?

Pourquoi pas? Mais je me méfie énormément de cette pensée unique. Ces dernières années, nous assistons au contraire à une diminution du fret. On constate en France que depuis 30 ans, la part du fret ferroviaire dans les transports de marchandises est tombée de 60 à 40 ou 5 % simplement parce que le camion est beaucoup plus souple et fiable que le train. C'est une part minime du trafic international. Les camions présentent trop d'avantages. Seules des contraintes légales conduiraient à une diminution de leur activité.

Que préconisez-vous ?

Il faut absolument que les Collectivités locales du Pays basque engagent une révision objective des prévisions des promoteurs et la confient à un organisme sans aucune attache avec ces derniers et donc de dimension internationale : on n'a pas le droit d'engager 1,3 milliards d'euros sans avoir pris toutes les garanties nécessaires.



Histoire du nationalisme basque

Les Basques dans la Seconde Guerre Mondiale (II)

Par Jean-Claude Larronde

Un jeune abertzale : Michel d'Arcangues

Né le 16 novembre 1919 à Paris, c'est le fils aîné du marquis Pierre d'Arcangues (1886-1973).

À dix ans et demi, il avait été durant deux années élève dans un collège de Beaumont (près de Carlisle – Cumberland) en Angleterre. Plus tard, il avait été élève au lycée de Bayonne. Vers l'âge de 15 ans, il se mit à l'étude de l'euskara, qu'il parvint bientôt à maîtriser parfaitement. Il parlait également couramment l'espagnol.



Michel d'Arcangues

gnol. Il s'intéresse de près à la culture et aux traditions basques. Philippe Oyhamburu qui l'a bien connu, écrit : « *Je ne pouvais qu'admirer son côté anachronique et romantique, sa vie aventureuse. On se retrouvait avec lui dans un Pays Basque du XIX^e siècle et comme dans un roman de Pierre Benoit. Il était le seul de toute sa famille à avoir appris l'euskara, il jouait du txistu, chantait en s'accompagnant à la guitare, dansait le fandango avec élégance. Toute sa vie, elle aussi trop brève, il la passa à parcourir les sept provinces, à y nouer des connaissances partout, et surtout parmi les nationalistes basques. Avec lui c'était le secret, le complot, une existence jamais monotone, partagée entre le château d'Arcangues fréquenté par la gentry internationale et les auberges enfumées de Saint-Sébastien, de Gernika ou de Baigorri, au milieu des pêcheurs ou des paysans, recueillant et répandant les plus belles mélodies basques*

avec sa guitare et son txistu. Mais c'était un être très fermé, plein de mystère... » (« Dialogue avec mon journal », Atlantica, 2001, p131)

En 1940, dès le lendemain de l'armistice, il n'a plus qu'une seule pensée : quitter la France pour se joindre aux Forces Françaises Libres du Général De Gaulle. En novembre 1942, il se rend à Madrid où il se met à la disposition des ambassades anglaise et américaine et aux ordres du Bureau Français qui y représentait les Forces de l'extérieur.

Après avoir organisé une filière de franchissement de la frontière franco-espagnole, il est enfin acheminé en mars 1943, en Angleterre, par le Portugal.

Il entre le 15 juin 1943 en qualité d'élève à l'Ecole Militaire de Ribbesford (Bewdley, Worcestershire) ; il en sort le 6 juin 1944 avec le grade de sergent.

Il est muté à la 2^e D.B., 12^e Régiment de Cuirassiers avec le grade de Maréchal des Logis.

Débarqué le 2 août 1944 avec sa division en Normandie, il participe à la Libération de Paris et de Strasbourg où il gagne la Croix de Guerre. Il est ensuite nommé sous-lieutenant.

À la fin de la guerre, il revint en Pays Basque où il retrouve ses amis abertzale qu'il n'avait jamais vraiment perdus de vue : ainsi, le 13 août 1942, il avait été nommé membre du Conseil de Direction de la Revue Aintzina, en tant qu'un des trois représentants de la province du Labourd.

Il prépara un livre sur la démocratie en Pays Basque qu'il ne put achever. En effet, il disparait tragiquement en mer dans la nuit du 1^{er} au 2 février 1946, à bord du Sans-Souci, un bateau de Saint-Jean-de-Luz, alors qu'il accomplissait une mystérieuse mission, quelque part entre Saint-Sébastien et le port de Socoa. Il avait à peine 26 ans.

Son père, le marquis Pierre d'Arcangues lut quelques pages de ce livre inachevé lors du VII^e Congrès de la Société d'Études Basques

Eusko Ikaskuntza en septembre 1948 à Biarritz, qu'il publia dans Gure Herria en 1951-52. Dans ces pages, Michel d'Arcangues se déclare un profond enthousiaste de la démocratie basque, dans une lignée qui pour lui, va de Francisco de Vitoria, un des fondateurs du droit international à José Antonio Aguirre, en passant par Sabino de Arana Goiri. En parlant de ce dernier, Michel d'Arcangues écrit : « *On a voulu présenter Sabino Arana Goiri comme un énergumène, un déséquilibré, un utopiste. Pourtant rien n'est plus faux. Ce fut un homme sobre, pondéré, intelligent et travailleur. Il fut soutenu toute sa vie par cette volonté ardente de lutter pour un idéal auquel il s'était consacré de toute son âme.* » (Gure Herria, 1952, n°3, p167)



Liburua

« Objets et saveurs du Pays basque »

Jacques Pavlosky et Olivier Mony



Le photographe Jacques Pavlosky et l'écrivain Olivier Mony nous entraînent dans une visite du Pays basque, à travers 50 clichés de symboles du pays, des ceintures clouées de Laffargue jusqu'aux peignes du vent de Chillida au pied des Monte Igueldo, en passant par les poteries de Ciboure. Une idée de cadeau esthétiquement très originale pour les fêtes de fin d'année.



L'Alderdi sur Internet

L'élection de Barack Obama, la performance de François Bayrou, la victoire du non au référendum sur le Traité Constitutionnel. Point commun à tous ces événements : le rôle majeur d'Internet dans la communication politique. À son niveau, EAJ-PNB exploite également ce nouvel instrument de communication.

Bandeau du blog iparralde.eu



La révolution du web permet de développer ses propres instruments en complément des médias traditionnels.

Vous trouverez sur www.eaj-pnb.eu, l'essentiel pour connaître la voie de notre abertzalismo, celui de la construction d'un pays au quotidien entre tous les Basques quelque soit leur origine.

Vous y retrouverez notre philosophie générale, notre projet politique, les articles d'opinion d'alderdikide, des liens vers l'Alderdi et les principales institutions du Pays basque sud et même des vidéos sur des événements majeurs.

Le blog www.iparralde.eu est un site informel animé par quelques militants internautes. Vous pourrez y lire leur opinion, des infos d'actualité vues à travers notre regard militant. N'hésitez pas vous aussi à réagir à ces brèves et à susciter des débats. L'occasion aussi pour EAJ-PNB d'y publier ses communiqués.



Abiadura Handiko Trenbidea : Bai tokiko partehartzeari

Parisetik finantzaketa plangintza bat inposatu baino, Frantses Estadoak tokiko erakunde publikoak eta herritarrak elkartu behar ditu Abiadura Handiko Trenbide egitasmoaren urrats guzietan, bereziki BABko Hiri Elkargoa Bordele arteko trenbidearentzat, 65 milio euroko diruztatzea galdegina izan zaionari. Tokiko erantzukizuna jarraitzekoa da horrelako ekimen batean. Izpiritu moderno hau bultzatua da Euskal Herri 2020an edo Eusko Jaurlaritzaren gandik Euskal Ya egiteko. Iparraldeko ardura-dun politikoeak beren parte hartzea hiru sailetan baldintzatu behar dute : Bordele eta Hendaiaren arteko finantzaketa eta obratzearen berme osoa, AHTren geltoki bat Akitaniako bigarren guneko ekonomikoarentzat eta lurpeko trenbidea guneko oso hiritartu batean azpiegitura horren ezkortasunak ahal bezain bat murrizteko.

Ce communiqué en français sur notre site :
<http://www.eaj-pnb.eu>

La manifestation d'une Éducation Nationale dépassée

2000 personnes d'une même organisation dans les rues de Bayonne. Quelle entreprise du Pays basque susciterait une telle contestation ? Aucune. Les réformes de l'Éducation Nationale parviennent régulièrement à soulever un large mécontentement. Un message est constamment transmis par les manifestants : manque d'écoute, de communication et donc de reconnaissance. Le système d'Éducation le plus centralisé d'Europe accentue le malaise. Comment 3500 fonctionnaires de l'Administration Centrale peuvent-ils traiter correctement les besoins multiples d'environ 1 000 000 d'enseignants et de chercheurs, soit près d'1 fonctionnaire pour 290 personnes sur le terrain. Parmi eux, des chercheurs du CNRS, des aides maternelles de zones rurales, des enseignants de lycées urbains, des métiers et des besoins très différents. Les situations sociale, géographique et culturelle des élèves nécessitent également des réponses au cas par cas.

Au regard de cette évolution, tous les pays décentralisent leur système d'Education. À la nécessité de donner des réponses au plus près des besoins, les partis politiques français s'arc boutent sur un modèle dépassé qui sur le terrain accentue les inégalités, parce qu'éloigné des besoins réels. EAJ-PNB demande aux responsables politiques du Pays basque de dénoncer les méfaits du centralisme et d'agir au sein de leur organisation pour militer en faveur d'une Éducation décentralisée. EAJ-PNB défend un pouvoir en Pays basque qui intervienne en matière d'Éducation.



La Communauté de Communes Sud Pays Basque : la force d'un collectif

Jean TELLECHEA

Élu Municipal EAJ-PNB d'Urrugne et délégué communautaire



La CCSPB, une collectivité locale importante

Elle regroupe 12 communes, d'Hendaye à Ainhoa, de Sare à Arbonne, en passant par St-Pée-sur-Nivelle et Urrugne. Elle représente 56 000 habitants environ, ce qui fait d'elle la Communauté des Communes la plus importante du département et la seconde collectivité du Pays basque (derrière la CABAB).

Avec 24 km de littoral, une position frontalière entre la France et l'Espagne et 30 % de terres agricoles, la CCSPB est un territoire varié en termes culturel, économique et social.

M.Hiriart, Maire de Biriartou, préside la collectivité depuis sa création en décembre 2005.

Il s'est entouré de 13 membres afin de constituer le Bureau (soit 12 maires et 2 délégués) et préparer ainsi les nombreux dossiers proposés par les commissions, qui sont au nombre de 13.

Les dossiers sont présentés au Conseil Communautaire pour le vote. Ce conseil est composé de 37 délégués titulaires (et autant de suppléants).

Les élus s'appuient sur la compétence technique de 25 agents et fonctionnaires basés au siège de la CCSPB et organisé en pôles :

- financier
- environnement
- développement économique
- aménagement
- animation
- communication

La CCSPB a trois sources de revenus : la Taxe Professionnelle (TPU), une Dotation de l'État et les Taxes sur l'Eau et l'Assainissement.

Mutualiser pour réussir

La Communauté des Communes, depuis sa création, a concentré ses moyens sur des compétences techniques et coûteuses, en particulier pour les Communes les plus petites : il s'agit de l'environnement qui regroupe la gestion de l'eau potable

et des eaux usées. En favorisant la mise en commun des ressources, la CCSPB a pu intégrer du personnel compétent sur le plan technique, juridique ou financier.

Aujourd'hui, une nouvelle station de traitement est en cours, les entretiens de réseaux sont suivis et les contrats de sous-traitance actualisés pour l'ensemble des communes.

Il était difficile pour une Collectivité située au sud d'Iparralde de passer outre le problème du logement. Une réflexion collective a été menée et a permis l'élaboration d'un schéma directeur à l'horizon de 2014 : il s'agit du Plan Local d'Habitat (PLH) qui permet, après diagnostic et prise en compte des objectifs de concentration urbaine, de mixité sociale... la programmation de la construction de 4300 logements (principaux) et dont la moitié, en logements sociaux.

Différentes actions sont également en cours pour le logement des personnes handicapées, des personnels saisonniers, ou des propriétaires de logements anciens.

Parmi les réalisations majeures de la CCSPB, il faut mentionner le travail réalisé pour proposer au Jeune Public un programme de spectacles de très grande qualité. En effet, il est aujourd'hui possible d'assister à des spectacles de danse, chant, ou théâtre, en français ou en basque, à Sare, Ascain ou à St-Jean-de-Luz. La saison culturelle est l'occasion de quitter les axes principaux pour des balades très agréables sur le territoire de la Communauté.

Les 13 commissions nouvellement créées n'ont pas toutes l'ancienneté suffisante pour présenter des bilans significatifs.

Pourtant l'actualité fait apparaître certaines urgences, qui auraient mérité des moyens à la mesure de la circonstance : on peut regretter, en période de crise économique, le faible réservoir d'entreprises installées, qui pourraient pallier aux défaillances de certaines d'entre elles.

Hélas, trop peu de terrains sont affectés à la créa-

tion de zones d'activité économique. Quels sont les moyens mis par la Communauté pour inciter les Communes à s'organiser ?

L'Euskara, les Déplacements et la ligne LGV en particulier sont des sujets brûlants qui mériteraient des réponses immédiates.

Mais comme Jean Jaurès, « n'ayons aucun remord pour le présent, et une confiance inébranlable pour l'avenir ».

Veillons toutefois que la communication ne prenne pas le pas sur l'action.

Et demain ?

Les projets pour la communauté ne manquent pas : les commissions en place permettent d'identifier les orientations retenues. Celles-ci viennent heureusement enrichir un document de politique général appelé « Intérêt Communautaire » qui très tôt se préoccupait de l'avenir des gens du voyage mais en omettant des sujets identitaires comme l'Euskara, la Culture et le Patrimoine.

Il ne faudrait pas que l'Intérêt Communautaire oublie les habitants et les Communes qui l'ont créé. On se souviendra de la façon dont le Préfet avait rappelé aux Hendayais la nécessité, malgré eux, d'intégrer la Communauté.

Dans un passé très proche, on rappellera comment on avait souligné l'intérêt communautaire à la commune d'Urrugne pour mettre à disposition un terrain destiné à une station d'épuration... puis un autre pour le siège social de la CCSPB. Lors des inaugurations, on ne retiendra que les félicitations du Préfet pour la CCSPB. Les Urruñards avaient été un peu trop vite oubliés.

La CCSPB est un outil indispensable de mutualisation des ressources pour des projets d'aménagement du territoire et la mise en place d'une logique globale. Mais il manque une volonté politique ? des moyens ? Pour en faire un véritable moteur de développement (durable) qui prenne en compte les individus et les communes qui la composent.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84

e-mail : lema@ej-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60

Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Philippe Duluc

06 07 98 11 96 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd Intérieur,

Florian Martin-Halty 06 42 17 60 13 - Saint-Jean-de-Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé